Le ministre a annoncé aujourd'hui que l'école d'entraînement à la défense aérienne à basse altitude, qui se trouve à la BFC de Chatham, sera transférée en Alberta. Il s'agit d'une autre façon d'annoncer la fermeture de la base.

Le ministre peut-il dire à la Chambre comment il compte remplacer les 1 000 emplois et les retombées annuelles de 20 millions de dollars que la BFC de Chatham injecte dans l'économie de la circonscription de Miramichi?

Des voix: Bravo!

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, le député est conscient de l'importance que revêt la base parce qu'il faisait partie du gouvernement qui, en 1983, a entamé les procédures devant aboutir à la fermeture de la BFC de Chatham.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. McKnight: Je tiens à dire au député que le ministre de la Défense nationale a l'intention de remplacer l'école par. . .

Mme Copps: Oh!

M. McKnight: . . . je m'excuse, je vois que la collègue du député souhaite m'interrompre. J'attendrai donc.

M. le Président: J'accorde la parole au député de Miramichi.

M. Maurice A. Dionne (Miramichi): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre.

Au cours de la campagne électorale de 1984, le premier ministre a promis aux gens de Chatham, sa ville natale, qu'il ne ferait jamais rien qui puisse leur nuire, et que les avions continueraient de survoler Chatham tant qu'il y aurait un ciel.

Le premier ministre est-il disposé à annuler la décision du ministre et à tenir la promesse qu'il a faite aux habitants de Chatham?

Des voix: Bravo!

• (1450)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le député se trompe. Je n'ai jamais tenu de tels propos.

Des voix: Bravo!

Questions orales

M. Mulroney: J'ai dit que les conservateurs, s'ils étaient élus en 1984, annuleraient la décision prise par le gouvernement libéral, dont le député était membre, de fermer la BFC de Chatham. Nous avons dit que nous ne laisserions pas les libéraux fermer la base. Nous la garderions ouverte, et c'est ce que nous avons fait depuis.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Phillip Edmonston (Chambly): Monsieur le Président, le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie prétend que la TPS fédérale est une taxe positive pour le Canada en général et pour le Québec également. Mais le gouvernement du Québec semble avoir répudié le ministre, étant donné qu'ils ont enlevé la TPS sur les livres au Québec.

Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie. À titre de bon Québécois, ce dont il prétend être, est-ce qu'il va personnellement faire pression sur ses collègues afin de protéger les intérêts des Québécois et faire la même chose que la province de Québec a déjà faite, c'est-à-dire enlever la taxe sur les livres au Québec? Est-ce qu'il préfère imposer l'ignorance en laissant la taxe sur les livres au Québec? Qu'a-t-il l'intention de faire, lui et ses collègues?

L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications): Monsieur le Président, on a en partie répondu à cette question mais je tiens à ajouter que le gouvernement, reconnaissant l'existence d'un marché francophone par rapport à un marché anglophone, en plus du programme qui est orienté déjà à 40 p. 100 vers le livre francophone, le gouvernement a déjà annoncé, dis-je, un nouveau programme de fonds de développement pour les industries culturelles au Canada. Pendant les deux premières années, l'ensemble du programme sera dirigé vers le monde de l'édition et un minimum de 30 p. 100, soit 9 millions par année, sera voué aux livres français au Canada.

[Traduction]

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte Claire): Monsieur le Président, je m'adresse au ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie qui semble avoir perdu sa langue. Son ministère a signalé que la connaissance et